

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS A. PÉRIER
Rédacteur en chef. Administrateur.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :

Gaston CALMETTE

TÉLÉPHONE 102.46 Rédaction
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	35	75
Union Postale.	21	43	86

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

L'ÉCLAIR

L'ENQUÊTE

M. Mazzeau, Daresté et Voisin

LES DOCUMENTS

On n'a pas oublié que les membres de la Commission nommée par la Chambre avaient, dès le premier jour de leur réunion, pris l'engagement formel d'observer la plus absolue discrétion. « Jusqu'au jour où la Commission aurait pris une décision au sujet du projet de loi et de la publication de l'enquête ».

Ce jour est arrivé : le projet de loi a été repoussé par la Commission, la publication ordonnée, et le rapport de M. Renault-Morlière est déposé.

Dans ces conditions, à l'exemple d'un de nos confrères, qui a publié la lettre adressée à M. le garde des sceaux par M. le président Mazzeau et MM. les conseillers Daresté et Voisin, nous croyons pouvoir mettre sous les yeux de nos lecteurs les principales pièces de l'enquête qui sera distribuée dans quelques heures à la Chambre des députés.

Voici, d'abord, la lettre qui accompagne les résultats de l'enquête, et que MM. le Premier Président Mazzeau et MM. les conseillers Daresté et Voisin ont adressée à M. le garde des sceaux :

Paris, le 27 janvier 1899.

Monsieur le Garde des Sceaux,
Nous avons l'honneur de vous remettre, avec l'avis que vous nous avez demandé, les dépositions recueillies dans l'enquête officielle que vous nous avez confiée et qui portaient sur les derniers faits signalés par M. Quesnay de Beaurepaire.

Il en résulte pour nous cette impression qu'il serait sage, dans les circonstances exceptionnelles que traverse le pays, de ne pas laisser à la Chambre criminelle seule la responsabilité de la sentence définitive. Depuis trois mois, en effet, nos collègues poursuivent une instruction laborieuse, au milieu d'un déchaînement inouï de passions opposées qui ont pénétré jusque dans le prétoire. N'est-il pas à prévoir qu'un arrêt rendu dans de telles conditions serait impuissant à produire l'apaisement dans les esprits, et manquerait de l'autorité nécessaire pour que tout le monde s'incliner devant lui ?

Nous ne suspectons ni la bonne foi, ni l'honorabilité des magistrats de la Chambre criminelle ; mais nous craignons que, troublés par les insultes et les outrages, et entraînés, pour la plupart, dans des courants contraires par des préventions qui les dominent à leur insu, ils n'aient plus, après l'expiration terminée, le calme et la liberté morale indispensables pour faire l'office de juges.

Veuillez agréer, etc.

Le Premier Président,

C. MAZZEAU.

Les Conseillers,

R. DARESTÉ, F. VOISIN.

M. le garde des sceaux avait ordonné l'ouverture de cette enquête par la lettre suivante :

Paris, le 19 janvier 1899.

Monsieur le Premier Président,

Par ma lettre du 7 janvier, je vous ai fait savoir que j'avais reçu la lettre de M. Quesnay de Beaurepaire, en date du 6, à sa déposition.

Dans cette lettre, M. Quesnay de Beaurepaire se dit « prêt à déclarer d'autres faits qui concernent M. Loew », en ajoutant que ces faits sont graves et que, malgré leur caractère confidentiel, il les fera connaître.

Il est indéniable que M. Quesnay de Beaurepaire n'a point révélé ces faits en même temps que ceux qu'il a signalés dans sa déposition écrite du 28 décembre, je vous prie de l'appeler à s'expliquer à cet égard devant vous et de me faire rapport de cette nouvelle enquête.

Il est indéniable que vous puissiez entendre M. Quesnay de Beaurepaire dans le plus bref délai.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Président, l'assurance de ma haute considération.

Georges LEBREY.

A la suite de cette lettre, la Commission d'enquête fut constituée dans les conditions que l'on sait — sous la présidence de M. Mazzeau, assisté de MM. les conseillers Daresté et Voisin — et cette Commission, immédiatement, a fonctionné.

Avant toute enquête, avant la publication de l'Eclair de Paris, et le soir même de la publication de la Patrie, M. Bard avait écrit la lettre suivante à M. Quesnay de Beaurepaire, qui était alors président de la Chambre :

Lettre de M. le conseiller Bard à M. Quesnay de Beaurepaire

Paris, 25 décembre 1898.

Mon cher président et ami,

Je vous prie de lire le journal la Patrie par aujourd'hui dimanche et qui contient une fantaisie extraordinaire à laquelle vous êtes mêlé.

Vous vous souvenez qu'un jour je suis entré dans votre cabinet, croyant y trouver le témoin Piquart et ses gardiens qui y avaient été amenés précédemment. J'étais étonné par M. le président Loew pour les avoir vus par M. le président Loew de la déposition du dit jour obligait la Chambre criminelle à les renvoyer à un autre jour, et pour donner en ce sens à l'officier de gendarmerie des instructions verbales qui dispensaient notre président, très affairé à ce moment, de la rédaction d'un ordre écrit. Je vous remontrai au lieu de Piquart et de ses gardiens, et vous obligé de me rendre au cabinet du président Tanon pour y faire ma commission.

Je n'avais d'ailleurs jamais adressé la parole au témoin Piquart, que je confondais d'abord avec l'officier de gendarmerie, et avec lequel je n'ai jamais échangé un mot d'une autre nature que ce qui précède.

Le récit de la Patrie est donc purement grotesque en ce qui me concerne ; mais comme il est implicitement très injurieux à votre égard, je crois vous en donner une preuve d'authenticité en vous le dénonçant.

Des reporters s'étaient présentés ce matin chez moi ; je ne les ai pas reçus. Je suppose qu'il s'agissait de cette histoire à laquelle je

ne pouvais m'attendre, vous en conviendrez. Vous ferez ce que vous jugerez à propos. Bien à vous,

Dimanche 5 h. 1/4.

BARD.

M. Quesnay de Beaurepaire avait répondu immédiatement :

Réponse de M. Quesnay de Beaurepaire
Paris, ce 25 décembre 1898.

Mon cher Bard,
Je ne lis pas les journaux. Si l'un d'eux m'a injurié hier, grand bien lui fasse. Je ne reçois pas plus que vous les reporters : vous voyez par là que je n'ai voulu ni pu donner de la publicité à l'incident dont vous m'entretenez dans votre télégramme. J'en ai parlé à deux ou trois collègues, voilà tout ; et j'ignore comment le fait a pu parvenir jusqu'à la presse. Si elle l'a amplifié, comme vous me le faites pressentir, j'y suis à plus forte raison étranger.

Tout en constatant avec douleur que nous sommes, je le crains du moins, bien loin l'un de l'autre dans la funeste affaire que vous savez, je n'en reste pas moins votre vieil et sincère ami.

QUESNAY DE BEAUREPAIRE.

Survient, le 12 janvier, la démission de M. Quesnay de Beaurepaire suivie de l'exposé des faits qu'il articule contre la Chambre criminelle.

Les faits articulés par M. Quesnay de Beaurepaire

Les questions posées par M. Quesnay de Beaurepaire et qui ont été, par ordre de M. Lebrety, garde des sceaux, soumises à l'enquête de MM. Mazzeau, président ; Daresté et Voisin, conseillers enquêteurs, sont au nombre de dix ; les voici :

PREMIÈRE QUESTION. — Le choix comme rapporteur de M. Bard, qui était au huitième rang sur la liste des conseillers, ce choix fait dans une affaire excessivement grave, n'était-il pas contraire à tous les précédents ?

DEUXIÈME QUESTION. — Lors des incidents et des divisions de l'instruction, M. le président Loew n'a-t-il pas toujours désigné comme rapporteurs des magistrats acquis d'avance à la cause de Dreyfus ?

TROISIÈME QUESTION. — L'affaire étant circonscrite dans les termes de la question de droit qui se formule ainsi : Y a-t-il révélation nouvelle de faits qui existent dès 1894 et qui, connus des juges de 1894, les auraient conduits à rendre un arrêt d'acquiescement ? — L'instruction, à laquelle la Cour a procédé n'a-t-elle pas été conduite dans le sens d'un bill d'innocence immédiat, et dans le sens de la réhabilitation d'un des témoins, le sieur Piquart ?

QUATRIÈME QUESTION. — Alors que la Chambre criminelle accueillait les dépositions des anciens ministres de la guerre, M. Loew n'a-t-il pas manifesté, après l'audition de ces témoins, et spécialement des généraux, des sentiments d'hostilité et d'aversion qui ont vivement blessé certains magistrats ?

CINQUIÈME QUESTION. — Au nombre des témoins figure un ancien officier, mis en réforme pour intempérance, et qui a donné libre cours à sa rancune en attaquant l'état-major. A la suspension d'audience qui a suivi, M. le président Loew n'a-t-il pas exprimé sa satisfaction et son approbation dans des termes qui ont profondément affligé certains magistrats de sa Chambre ?

SIXIÈME QUESTION. — M. le président Loew, en interrogeant des chefs supérieurs et des officiers de l'armée attachés au ministère, ne les a-t-il pas, à plusieurs reprises, questionnés, dévoués ou interrompus par des procédés d'instruction qui révélaient le parti pris ?

SEPTIÈME QUESTION. — L'agent de la sûreté qui veillait sur le témoin Piquart pendant les deux semaines que celui-ci a passées au Palais avait constaté qu'il se trouvait en certains endroits où Piquart échappait aux regards, il était rejoint par un magistrat et que le temps écoulé l'amenait à croire à un concubinage prémédité.

HUITIÈME QUESTION. — M. le président Loew, avant ou après ses séances, avait eu, hors du Palais, de fréquentes conférences avec M. Leblos, ami de Piquart et de la famille Dreyfus.

NEUVIÈME QUESTION. — M. le conseiller Dumas, chargé par M. Loew d'une partie de l'instruction, avait eu, hors du Palais, de fréquentes conférences avec des parents et des amis de Dreyfus.

DIXIÈME QUESTION. — M. le général Chanoine avait des renseignements intéressants à fournir sur les procédés d'instruction de M. le président Loew.

Les faits articulés par le journal « l'Eclair »

Voici, d'autre part, l'article de l'Eclair auquel font allusion les réponses qu'on va lire et qui vise, de son côté, cinq autres faits :

1^o MM. Bard, Manau et Mornard, réunis en un étrange concert, ont dénaturé le rapport du général Rogét. Ils ont donné de ce document, dans le but de jeter la suspicion sur l'origine du bordereau, une interprétation absolument contraire au texte et à la vérité ;

2^o MM. Loew et Bard, pour ne citer que ces deux-là, ont fait montre d'une obséquiosité inexcusable à l'égard de M. Piquart, prisonnier et accusé du crime de faux. Ils ont, par contre, dirigé d'une façon insidieuse l'interrogatoire de plusieurs témoins dont les dépositions généraient leur tentative de réhabilitation d'un traître. L'attitude de certains conseillers pendant ces dépositions a été plus qu'incorrigible ;

3^o La demande en règlement de juges sur les affaires Piquart n'a été provoquée que pour arracher à ses juges naturels un témoin dont, en vraie justice, il eût été indispensable de faire établir dans un débat public et contradictoire la valeur morale. Cette demande, rapportée et examinée en trois jours, quand il s'agissait de

prévenir la réunion du Conseil de guerre, est en souffrance depuis six semaines ;

4^o La majorité de la Chambre criminelle s'est refusée jusqu'ici à faire procéder à des confrontations qui risquaient de ruiner les allégations de M. Piquart. Elle s'est refusée également à entendre le capitaine Tavernier qui instruisait contre M. Piquart, alors qu'elle entendait M. Bertulus qui instruisait pour M. Piquart ; 5^o M. Manau s'est livré à des tentatives injustifiables pour se faire livrer à lui seul et à l'insu de la Cour le dossier secret. La demande de M. Manau a fait l'objet, du 13 au 24 octobre dernier, de lettres de MM. Manau, Sarrien, général Chanoine, dont il importe que la Commission d'enquête ait connaissance. Il importe en outre que cette Commission ait communication de l'opinion — en raison de laquelle le dossier secret fut définitivement refusé à M. Manau — exprimée aux membres du gouvernement par M. Manau qui démontra l'incorrection et l'illegalité de la demande du Procureur général.

La déposition de M. Quesnay de Beaurepaire

M. Quesnay de Beaurepaire est d'abord entendu par MM. Mazzeau, Voisin et Daresté. Il récite chacun des faits qu'il avait énoncés dans l'Eclair de Paris du 12 janvier, et il donne en outre lecture de la pièce suivante, dont il demande l'insertion au procès-verbal, comme annexe à sa déposition générale :

C'est une lettre datée de Roubaix, 11 janvier, qui lui a été adressée ainsi : M. Quesnay de Beaurepaire, à l'Eclair de Paris, 1, rue Taibout, à Paris :

Monsieur, le conseiller Dumas a épousé une Roubaissienne, Mme veuve Louis Dillies, fille de M. Valentin Roussel. Elle lui a apporté 15,000 francs de rentes, et pas de capital. Dumas a quitté Douai avec des dettes, ou, tout au moins, sans sa vaillante. Or, il fait construire rue Réaumur, à Paris, une maison de rapport sur un terrain qui, dit-il, lui vient de son frère, avec deux emprunts, l'un au Crédit foncier, l'autre au Lyonnais.

A Roubaix, tout le monde croit savoir que c'est avec l'argent du syndicat juif, et il doit vous être facile d'approfondir la chose. Agréez mes salutations empressées.

A. DEFRENE.

LES RÉPONSES

Dans l'impossibilité où nous nous trouvons, étant données les dimensions mêmes du journal, de donner l'ensemble des 428 pièces de l'enquête, nous avons relevé pour nos lecteurs tous les documents de cette enquête, en résumant ceux qui n'apportent aucune lumière nouvelle.

Les dépositions relatives aux généraux et aux officiers étant les plus importantes, nous les donnons in extenso.

A la première question, M. Quesnay de Beaurepaire, sur la demande de MM. Mazzeau, Voisin et Daresté, répond dans les termes suivants qui sont contresignés par lui à la date du 17 janvier :

Quelle est la tradition de la Cour pour la nomination des rapporteurs dans les affaires exceptionnelles ?

Pourquoi cette tradition n'a-t-elle pas été suivie ?

Comment M. de Beaurepaire a-t-il su que M. Bard avait exprimé une opinion contraire à la décision du Conseil de Guerre ?

D. — Nous ne demandons pas à M. le président Loew quelles sont les traditions de la Cour. Elles nous sont connues. Il est en effet de tradition dans les affaires exceptionnelles de nommer rapporteur le Doyen. Si cette tradition n'a pas été suivie, quelle conséquence tirez-vous de cette manière de procéder ?

R. — J'en tire cette conséquence qui, pour moi, s'impose que M. le Président Loew a obéi à un parti pris. Je puis d'autant plus porter à la droite que M. Loew connaissait le caractère passionné de M. Bard et qu'il avait pu en juger, vers 1880, dans l'affaire Bastien — alors que M. Bard était, comme substitut, sous ses ordres directs — où de l'avis de nous tous, membres du Parquet, il avait compromis notre robe par une ardeur excessive.

D. — Comment M. de Beaurepaire a-t-il su que M. Bard avait exprimé une opinion avant d'être nommé rapporteur ?

R. — Il y avait notoriété publique au Palais et je demande qu'on entende sur ce point M. le Greffier en chef, et au besoin les personnes qu'il vous indiquera, et notamment les hommes de service de la Cour et tous autres. M. le Président de l'Ordre des avocats, pourrait peut-être vous renseigner à ce sujet.

Ont signé : Le président, C. MAZZEAU ; VOISIN, DARESTÉ, QUESNAY DE BEAUREPAIRE.

Les dépositions suivantes sont enregistrées à la suite de la déposition de M. Quesnay de Beaurepaire :

Paris, le 23 janvier 1899.

M^e Devin, ancien Président de l'Ordre des avocats.

Personnellement je ne sais rien et je n'ai rien entendu dire qui mérite d'être rapporté.

Ont signé : C. MAZZEAU, VOISIN, DARESTÉ, GEORGES DEVIN.

M^e Gosset, Président de l'Ordre des avocats.

Déclare qu'il n'a rien vu qui ait appelé son attention particulière relativement à des concubinaires qui auraient été tenus dans les couloirs de la Cour, et qu'il n'a rien entendu dire à ce sujet.

Ont signé : C. MAZZEAU, VOISIN, DARESTÉ, GEORGES DEVIN.

M. Ménard, Greffier en chef, déclare, sur interrogation, qu'il n'a appris à plusieurs reprises, par le personnel du greffe et les gens de service, que M. le conseiller Bard se promenait ostensiblement dans la galerie Saint-Louis et dans la galerie des Bustes avec M^e Labot et M^e Mornard.

Ont signé : C. MAZZEAU, VOISIN, DARESTÉ, L. MÉNARD.

Paris, le 24 janvier.

M. Ménard, Greffier en chef de la Cour de cassation.

D. — Est-il à votre connaissance que le jour de l'arrêt de la Cour de cassation dans l'affaire Zola, de deux garçons de bureau, prié par un colonel, venant comme représentant du ministère de la Guerre, de le faire entrer

dans la salle d'audience, aurait trouvé à l'entrée de cette salle, de la chambre du Conseil, M. le conseiller Bard qui lui aurait demandé quelle était la personne qu'il faisait entrer. Sur la réponse du garçon de bureau qu'il s'agissait d'un colonel, M. Bard aurait répliqué : « Pourquoi faites-vous entrer ces gens-là ? »

R. — C'est à peu près dans ces termes que le garçon de bureau m'a raconté le fait.

Ont signé : C. MAZZEAU, DARESTÉ, VOISIN ; L. MÉNARD.

LES

DÉPOSITIONS DES OFFICIERS

Voici d'abord, sur ce point, les deux dépositions de M. Quesnay de Beaurepaire :

Paris, 17 janvier 1899.

Comment M. de Beaurepaire a-t-il su que M. Loew avait manifesté dans l'enquête des sentiments hostiles aux généraux après les avoir entendus ?

Au moment de l'enquête où l'on a entendu les anciens ministres de la guerre, M. le conseiller Sevestre, pendant une suspension d'audience, est entré dans la galerie intérieure de la Chambre civile. Un groupe de conseillers l'a entouré. Il a protesté amèrement contre la passion de M. le président Loew à l'égard des officiers généraux. Il les recevait avec une politesse presque excessive, et après leur déposition, quand ils étaient retirés, il se répandait en gestes et en propos manifestant son hostilité. M. Sevestre s'en montrait si indigné qu'il dit à peu près ceci : « Sans mes enfants » ou « sans mon fils, je m'en irais. » Je l'ai vu moi-même, mais je ne faisais pas partie du groupe. Cependant, en traversant la galerie, j'ai entendu une partie de ces propos.

Le Premier Président : C. MAZZEAU, VOISIN, DARESTÉ, QUESNAY DE BEAUREPAIRE.

Le même jour nouvelle déposition de M. Quesnay de Beaurepaire sur une autre partie de la question :

Paris, le 17 janvier 1899.

Quels sont les officiers dont M. de Beaurepaire a voulu parler ? Qu'entend-il par ces mots : A ma connaissance personnelle ? Cette dernière question s'applique aux dix premiers faits.

Je sais personnellement, par plusieurs des parties intéressées, que messieurs les officiers, dans leurs dépositions, ont été à maintes reprises malmenés ou interrompus ou gênés par des questions captieuses ; enfin, traités de la même manière que les témoins qu'ils étaient. M. le président Loew avait à cet égard une attitude significative. M. Bard ne parlait jamais, mais, placé auprès du Président, il le dirigeait et le poussait d'une façon visible. M. Dumas manifestait bruyamment. M. Athalin se bornait à protester par gestes. Je citerai ces faits entre autres : en lisant, à la Chambre les pièces du dossier secret, M. le président omet plusieurs fois des passages, et tous ces passages étaient accusateurs pour Dreyfus.

Une autre fois il supprime une phrase importante d'une déposition en disant que c'était insignifiant. L'officier refusa alors de signer et se retira. On le rappela et la phrase fut ajoutée en post-scriptum. Les choses en vinrent à ce point que, dans le milieu militaire, on se demanda un moment s'il ne serait pas préférable de ne pas répondre aux convocations.

Pour compléter cette déclaration, qui n'est qu'énonciative, je vous prie de recevoir la déposition de M. le général Rogét, le sous-intendant Peyrolle, le commandant Lebrun-Renaud, le capitaine Guignot et le député Cavaignac.

Ont signé : Le Premier Président Mazzeau, Voisin, Daresté, Quesnay de Beaurepaire.

M. le sous-intendant Peyrolle, aujourd'hui contrôleur, est ensuite interrogé sur ces mêmes faits : il signe le procès-verbal suivant :

Déposition de M. le sous-intendant Peyrolle

Demande. — Voulez-vous nous dire quelles ont été vos impressions à l'audience ? Votre liberté de témoin a-t-elle été gênée en quoi que ce soit ?

Réponse. — Nullément ; mais au moment où le capitaine Lebrun-Renaud sortait de la Chambre criminelle il m'a manifesté son étonnement d'avoir été en quelque sorte torturé, et d'avoir eu à répondre à des questions posées d'une manière insidieuse.

Je démens absolument un article qui a paru dans le journal le Gaulois du 49 au 15 janvier et qui m'attribue des faits complètement inexacts.

Ont signé : MAZZEAU, DARESTÉ, VOISIN, PEYROLLE.

Déposition du capitaine Guignot

Puis vient la déposition du capitaine Guignot, qui comprend deux journées, le 23 et le 24 janvier :

Demande. — Voulez-vous nous dire quelles ont été vos impressions d'audience relatives à la liberté de vos dépositions ? Avez-vous été interrompu ou gêné ?

Réponse. — J'ai, sur ces objets, deux ordres d'observations à présenter ; les unes d'ordre général, les autres ayant un caractère personnel.

En ce qui concerne le premier ordre de faits, il m'a paru, à différentes reprises, que M. Bard, qui siège à la droite du président, avait la direction effective de l'enquête ; il intervenait à tout moment, soit par des questions, soit par des agissements de prendre quelques mesures d'ordre intérieur, telles que la date d'une prochaine audience. M. Bard faisait un geste vers le président et tranchait la question sur un ton d'autorité. Il m'a paru extraordinaire de voir accorder une telle influence à un magistrat qui est des plus jeunes de sa compagnie.

En ce qui concerne les faits qui me sont personnels, je dois d'abord signaler à la Commission la façon dont j'ai été interrompu à plusieurs reprises, au cours de ma déposition, par M. le conseiller Dumas. Ce magistrat coupait ma déposition d'exclamations dont je n'ai pas toujours perçu les termes, mais dont le sens malveillant ne pouvait pas faire de doute pour moi. Ces exclamations étaient d'ailleurs accompagnées de haussements d'épaules significatifs. A un moment donné, je suis violemment pris à partie par M. Dumas. J'indiquais à la Cour dans quelles conditions j'étais arrivé au ministère de la guerre un document secret. M. Dumas, se levant de son siège, m'interpella avec vivacité et me fit remarquer que mes dires tendaient à incrimi-

ner la bonne foi d'une administration étrangère à l'armée. Je répondis à M. Dumas que j'avais pas à me préoccuper de ce que pouvaient tendre mes dires, mais que, puisqu'il en faisait lui-même la remarque, la bonne foi de l'administration visée était à mes yeux compromise. Le même jour, je fus interrompu au cours de mes explications par M. le conseiller Bard ; avant que j'aie pu lui répondre, M. le conseiller Sevestre intervint. Il fit remarquer au président que le témoin devait déposer sans être interrompu et que chaque conseiller pouvait lui poser les questions qu'il jugerait convenable, quand le témoin aurait cessé de parler. M. Sevestre dit textuellement que la situation faite au témoin était intolérable. A la suite de cette intervention, M. Bard et M. Sevestre échangèrent des propos qui me paraurent assez vifs. M. le président Loew, intervenant à son tour, fit remarquer qu'il avait senti la police de l'audience, et m'engagea à continuer ma déposition. Puisque je viens de parler de M. le conseiller Bard, je dois devoir signaler à la Commission un fait qui s'est passé à la Chambre criminelle, lors de l'examen du pourvoi formé par Zola contre l'arrêt de la Cour d'assises de la Seine. Un colonel en civil se présenta dans la galerie Saint-Louis, et, s'adressant à un huissier, à qui il déclara sa qualité, demanda à voir le procureur général, étant délégué par le ministre de la guerre pour assister aux débats. L'huissier répondit que le procureur général était en séance, mais il s'efforça de faire entrer le colonel dans la salle d'audience. M. le président Loew, se levant, dit à l'huissier : « M. le conseiller Bard, qui faisait entrer diverses personnes, journalistes et autres ; apercevant l'huissier, M. Bard l'interpella et lui demanda qui il venait de faire entrer.

L'huissier ayant répondu que c'était un colonel, M. Bard répliqua : « Comment ! vous vous permettez de faire entrer ces gens-là ? »

A propos de cette même audience, où fut cassé l'arrêt de la Cour d'assises, il fut passé l'arrêt rendu, se montra dans un couloir avec un avocat à la Cour, que je connais, et dont je ne puis pas aujourd'hui dire le nom. Cet avocat critiquait l'arrêt et M. Dupré lui répondit : « Oh moi ! j'ai voulu simplement voter contre l'armée qui est trop puissante. » Les deux faits dont je viens de parler sont de notoriété publique au Palais. Depuis près d'un mois que je viens ici tous les après-midi, je les ai entendus citer à plusieurs reprises par des personnes dignes de foi ; il serait facile à la Commission d'en vérifier l'exactitude.

Lors de la première présentation du dossier secret, je remis chaque pièce, une à une, à M. le Président Loew, qui en donnait lecture à la Cour. Une pièce aussitôt lue était remise par sa gauche et la pièce suivante par sa droite placée dans la chambre du Conseil pour me revenir par l'intermédiaire de mon voisin de droite qui était M. le Procureur général. Pendant qu'une pièce circulait ainsi, M. le Président Loew continuait la lecture des autres pièces que je lui présentais successivement. Or, il arriva fréquemment que M. Loew interrompait la lecture avant la fin et qu'il passa sous le texte des phrases entières comprises dans la lecture. Tous les passages supprimés ou passés sous silence étaient accusateurs pour Dreyfus. J'en fis, à un moment donné, la remarque au Président, qui me répondit que le passage supprimé était sans importance à ses yeux, mais que, puisqu'il y tenais, il allait en donner lecture, ce qu'il fit d'ailleurs aussitôt. Je dois ajouter que la plupart des documents étaient écrits en langue étrangère et qu'ils étaient accompagnés d'une traduction. C'était cette traduction dont M. le Président donnait lecture après l'avis, au préalable, collationné pendant quelques minutes avec le texte original. Je dois dire aussi que, chaque pièce passée sous les yeux des conseillers, il leur était loisible à chacun de les relire et de se faire à leur égard une opinion personnelle ; mais, en fait, l'attention des conseillers était prise par la lecture des documents que continuait M. le Président, et lorsqu'une pièce arrivait près d'eux, ils se contentaient généralement de la recevoir des mains de leur voisin de droite pour la passer immédiatement à leur voisin de gauche. Leur impression était donc celle qu'avait dû produire sur eux la lecture qui, ainsi que je l'ai dit, était incomplète.

MAZZEAU, DARESTÉ, VOISIN, GUIGNOT.

Paris, le 24 janvier 1899.

A la fin de la première présentation des pièces, M. le Président Loew fixa au lendemain midi la continuation de ma déposition en qualité de témoin, puis il déclara la séance levée ; les conseillers se levèrent, et quelques-uns allaient sortir de la salle, lorsque

gnements, il était en sous-ordre, comme Lauth, Masson et les autres officiers. Ces inexactitudes ont été reproduites dans le rapport de M. Bard, comme je l'ai dit plus haut, et aggravées dans la plaidoirie de M. Morand, elles pouvaient être facilement évitées.

Après cette lecture, que je crois même avoir interrompue, je n'ai pu résister à cette exclamation : « C'est un véritable faux ! » M. le conseiller Roulier me lut alors les passages du réquisitoire de M. le procureur général relatés ci-dessus, et je déclarai que c'était complètement inexact. M. le conseiller Roulier ayant demandé que cela fût consigné dans ma déposition, M. le président Loew protesta avec vivacité en disant qu'il ne pouvait pas discuter le réquisitoire.

J'ai d'ailleurs constaté, en lisant avec attention le rapport de M. le conseiller Bard, qu'il contenait de nombreuses inexactitudes. Je citerai notamment un fait qui a une gravité exceptionnelle : examinant la procédure suivie contre Esterhazy en 1898, M. le conseiller Bard ne craint pas d'affirmer qu'il fut capital à ne pas donner sans que le public le sût, le commandement, l'enquête de M. le général de Pellieux, l'instruction qui avait été close par une proposition de non-lieu et les débats du Conseil de guerre qui avaient ainsi abouti à l'acquiescement rendu inévitable d'Esterhazy. — Ce fait serait la communication secrète aux magistrats militaires d'une pièce qu'on a reproché à Dreyfus, pièce qu'on a raconté avoir été fabriquée par Henry, mais qui était tenue pour vraie à ce moment-là et qui paraissait être une preuve péremptoire et irrefutable. — M. le conseiller Bard avance donc qu'on aurait communiqué secrètement aux magistrats militaires la pièce fabriquée par Henry, ce qui aurait vicie toute la procédure.

Le terme *magistrats militaires* est au pluriel, et le rapport indique bien que la communication aurait été faite au général de Pellieux, au rapporteur, et probablement aussi au commissaire du gouvernement et aux juges. Or, ni le rapporteur, ni le commissaire du gouvernement, ni les juges n'ont eu connaissance à aucun moment. M. le général de Pellieux ne l'a connue ni au moment où il faisait son enquête, ni au cours du procès. Il n'en a eu connaissance que bien après l'acquiescement d'Esterhazy, peu de jours avant le procès Zola.

D'autre part, le rapport de M. le conseiller Bard, dans la partie « Conclusions » (p. 9), réfute les arguments invoqués contre la révision par M. le général Zurlinden, par les allégations contenues dans un mémoire de M. Picquart au garde des sceaux et joint au dossier qui est entre les mains de la Cour. On opposait ainsi au ministre de la guerre un officier en état de réforme et poursuivi pour faux.

D. — N'avez-vous pas demandé à être confronté avec Picquart devant la Chambre criminelle ?

R. — J'ai demandé la première fois que l'on m'entendait. Pendant une suspension de séance, M. le président Loew est venu me trouver pour me dire que cette confrontation aurait des inconvénients, qu'on m'admettrait plus tard à discuter la déposition Picquart.

Je saisis alors la première occasion qui se présente pour insister devant la Cour sur l'utilité que présentait cette confrontation. Je déclarai que, pour ma part, je n'y voyais aucun inconvénient résultant de la différence des grades ou de la situation de Picquart. — Il eût été intéressant de faire cette confrontation immédiate car le mémoire de Picquart est la base de toute la procédure, et j'aurais pu démontrer à la Cour que son mémoire était un tissu d'inexactitudes, de sophismes et d'allégations mensongères.

La Cour a paru admettre, quand je finissais ma déposition, le principe de la confrontation. C'est, du moins, ce que me paraît qu'on y a mis fin, alors que M. le conseiller Roulier voulait encore me poser des questions et que d'autres conseillers voulaient aussi me demander des éclaircissements. J'ai terminé ma déposition le 24 novembre et je n'ai plus été appelé. Il était d'autant plus facile de me confronter avec Picquart que nous étions présents l'un et l'autre au Palais les 23, 24 et 25 novembre.

Le général Rogé ajouta, à la fin de ses déclarations, qu'il a été plusieurs fois froissé par des manifestations faites par certains magistrats dans le cours de sa déposition.

Je crois devoir rappeler notamment que M. le président Loew a paru vouloir mettre en doute ma bonne foi à propos d'une question qui se posait pour la première fois devant la Cour. Il s'agissait de prouver l'authenticité du bordereau et, après avoir donné des preuves morales que d'autres témoins pouvaient avoir données avant moi, je citais une pièce du dossier secret qui me paraît être une preuve matérielle.

À la vivacité avec laquelle fut accueillie ma déposition par le Président et par quelques conseillers, je compris qu'elle n'était pas agréée à ces messieurs. La pièce dont je parlais en langue allemande et j'en avais donné la traduction française. M. le Président m'interrompit en ces termes : « Je lui citai alors le texte original en allemand, en répliquant : « Est-ce que c'est de l'allemand ? » J'ai été très ému de voir que M. le conseiller Bard, qui j'ai apprécié plus haut le rapport, était celui qui dirigeait véritablement l'instruction à la Chambre criminelle. Assis à côté de M. le Président, en colloque confiné avec lui, il passe les documents et inspire les questions à poser aux témoins et souvent les pose lui-même.

Quand d'autres conseillers veulent poser des questions, le Président proteste avec vivacité, et il en résulte quelquefois des discussions assez animées.

J'ai assisté à des débats de ces incidents au cours de ma déposition. M. le conseiller Sevestre a revendiqué énergiquement le droit de me faire poser des questions. M. le conseiller Roulier a dit une fois au Président : « Il arrive constamment que M. Bard interroge directement les témoins, je ne vois pas pourquoi je n'aurais pas les mêmes droits que lui. » Je crois devoir signaler enfin l'attitude de M. le conseiller Dumas qui, pendant la plus grande partie de ma déposition, faisait à mi-voix des réflexions dans le genre de celle-ci : « Qu'est-ce que cela prouve ? etc. Cela ne signifie rien. Cela n'est pas une preuve ; le tout avec gestes, haussements d'épaules et assez haut pour que je l'entende. Dans une circonstance donnée, on l'aurait amené à dire pour les besoins de la démonstration que j'avais passé quatre ans à l'Etat-Major en trente-cinq ans de service. M. le conseiller Dumas fit cette réflexion : « Ce n'en est pas moins un officier de l'Etat-Major ! » Comme si c'était une tare d'avoir servi dans les états-majors !

Je crois devoir, pour terminer ma déposition, dire que j'ai été témoin, dans les couloirs de la Cour de cassation, de l'indignation manifestée par les gens de service à l'occasion des regards échangés à Picquart.

Ont signé : MAZEAU, VOISIN, DARESTE, ROGÉ.

Déposition de M. Cavaignac

D. — Voulez-vous nous dire quelles ont été vos impressions au diverses audiences de la Chambre criminelle dans lesquelles vous avez été entendu comme témoin ?

R. — Il m'a été posé très peu de questions, mais, lorsqu'il m'en a été posé, j'ai eu l'im-

pression très nette que c'était M. le conseiller Bard qui dirigeait l'enquête, et je l'ai même vu donner des signes d'impatience quand il voyait que M. le Président Loew ne traduisait pas exactement les questions qu'il posait ; cette direction m'a frappé et inquiété, en raison de l'impression que m'avaient produites les conclusions prématurées et le texte même du rapport de M. le conseiller Bard ; je suis amené à parler de l'impression produite, sur moi, par ce rapport, parce qu'elle explique l'acquiescement que m'a laissé la physionomie d'audience. M. le conseiller Bard avait écrit, dans ses conclusions avant l'enquête, que l'accusation n'était plus possible et, se demandant ensuite pourquoi on n'innocenterait pas immédiatement Dreyfus, il avait paru guidé surtout par la nécessité de justifier, pour le dehors, une semblable décision ; de pareilles conclusions étaient fondées sur une série d'inexactitudes qui indiquaient ou la prévention ou la légèreté avec lesquelles les éléments du dossier avaient été examinés.

J'insistai seulement sur deux points. Le premier est relatif à l'origine du bordereau. Lorsque le lieutenant-colonel Henry a parlé au général Rogé du bordereau dans l'entre-tien relaté au rapport de ce dernier, il ne lui a pas nommé l'agent qui l'avait apporté, parce que cet agent était connu d'eux deux et de ceux qui devaient le connaître. Dans la lettre de M. le garde des sceaux adressée à M. le Procureur général, le fait est relaté exactement ; M. le garde des sceaux écrit : « Le lieutenant-colonel Henry a déclaré que c'était à lui qu'un agent qu'on ne nomme pas avait apporté le bordereau, venu, ajoutait-il, par la voie ordinaire. » Le réquisitoire introduit par M. le procureur général, et le rapport de M. le lieutenant-colonel Henry a déclaré que c'est un individu qu'il n'a pas nommé et que personne n'a nommé qui a apporté le bordereau, et il n'hésite pas à tirer lui-même les conclusions de son inexactitude, en ajoutant : « Singulière discrétion autorisant toutes les inexactitudes. » Le résultat de la manière de procéder ne se fait pas attendre : l'avocat, dans ses conclusions, fait dire à Henry qu'il avait lui-même reçu le bordereau d'un agent qu'il a refusé de désigner et il ajoute, entre parenthèses, citant le rapport même dont il fausse le texte : (Rapport du général Rogé du 3 septembre 1898).

Sur la question des aveux, les inexactitudes de M. le conseiller Bard, et qui lui sont alors personnellement imputables, ne sont pas moins graves ; il dit tout d'abord : « qu'il n'a pu en tirer grand profit, car il n'a pu obtenir des attestations du troisième degré, que le commandant J. a dit que le capitaine Anthoine lui avait dit que le capitaine d'Attel lui avait rapporté les propos émanant de Dreyfus », alors qu'il existe des attestations du premier et du deuxième degré, et notamment une déclaration du capitaine Anthoine lui-même, plus tard, parlant des déclarations faites par Dreyfus au capitaine Lebrun-Renault, M. le conseiller Bard écrit : « Pourquoi les faire à un officier de gendarmerie qui n'est resté qu'un instant près de lui, alors qu'il doit savoir par les documents qu'il a entre les mains que le capitaine Lebrun-Renault et Dreyfus sont restés fort longtemps ensemble.

Alors encore, M. le conseiller Bard écrit : « Le général G. a dit que sa lettre au chef d'état-major général, se borne à donner les impressions du capitaine Lebrun-Renault, alors que le général G. a relaté minutieusement dans cette lettre les déclarations du capitaine Lebrun-Renault et les paroles qu'il attribue à Dreyfus.

Alors encore, mais, sur ce point, j'aurai encore à dire. — M. le conseiller Bard, d'après le compte rendu sténographique, écrit : « Le capitaine X... les a recueillies également et les a transmises aussitôt à un autre officier, le capitaine d'Attel », alors que le capitaine d'Attel a recueilli lui-même les aveux de Dreyfus ; je dois ajouter, sur ce point, qu'à l'audience, M. le conseiller Bard a déclaré que le compte rendu sténographique n'était pas conforme à son rapport original. — Enfin la série de ses inexactitudes, dont le résultat manifeste est de fausser l'impression des faits relatifs aux aveux, se termine par la suivante : parlant de la feuille de calepin du capitaine Lebrun-Renault, M. le conseiller Bard écrit : « De ce document, le seul qu'on possède, on peut conclure à des faits, à des ressorts... », alors qu'il avait entre les mains deux documents également contemporains des faits, la lettre du général G. du 6 janvier et la feuille de calepin du capitaine Lebrun-Renault.

Les inquiétudes que j'avais éprouvées en faisant ces constatations expliquent celles que m'a causées mon impression d'audience, en voyant M. le conseiller Bard diriger l'enquête. Je demande à compléter ma déposition sur ce point, car il me paraît essentiel et qui touche à l'action du Parquet général.

Le 13 octobre, M. le Procureur général à la Cour de cassation a demandé à prendre communication de toutes les pièces secrètes pour achever, disait-il, d'éclairer sa conscience ; des pourparlers s'engagèrent sur les conditions dans lesquelles cette communication pourrait être faite, et, le 19 octobre, M. le Procureur général écrivait, de nouveau, qu'il ne demandait à prendre communication des pièces secrètes que pour achever d'éclairer sa conscience, et il ajoutait qu'il ne ferait pas usage, dans ses conclusions d'audience, des renseignements qu'il y trouverait. Or, ses conclusions écrites étaient déposées depuis le 15 octobre, elles tendaient à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord, une équivoque ; les mots « achever d'éclairer sa conscience » pouvaient vouloir dire ou qu'il était convaincu de la culpabilité et qu'il demandait seulement, pour la forme, des preuves supplémentaires, ou qu'il était convaincu de l'innocence et qu'il savait d'avance qu'il ne trouverait rien dans le dossier secret qui pût infirmer sa conviction ; il était naturel que ceux qui avaient cru trouver, dans le dossier secret, la preuve de la culpabilité inébranlable pour la première hypothèse, eussent été déçus par la lettre. M. le Procureur général avait conclu le 15 octobre, elle tendait à casser le jugement, à renvoyer Dreyfus devant un Conseil de guerre et, le 23 octobre, à un supplément d'information. Comment, dans ces conditions, expliquer sa lettre ? Elle contenait, tout d'abord

du rapport du capitaine de la Garde républicaine Herqué.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Président, les assurances de mon profond respect.

G. PIGUANT.

Paris, le 16 janvier 1899.

Le Lieutenant-Colonel en réforme G. Piguant, à Monsieur le Ministre de la Guerre, Paris.

Monsieur le Ministre,

J'ai été mis au courant, par mon défenseur, du rapport lu à la Chambre des Députés, dans la séance du 12 janvier courant et établi par le capitaine Herqué au sujet des faits qui se seraient passés à la Cour de cassation lorsque j'ai été appelé à comparaître comme témoin devant la Chambre criminelle.

J'estime qu'il est de mon devoir, Monsieur le Ministre, de présenter mes observations au sujet de ce rapport; j'estime d'autant plus que je vois qu'il y a eu enquête et que, parmi les intéressés, j'ai été entendu.

Le capitaine Herqué me prétend que j'aurais tenu le propos suivant : « Ah ! Monsieur le conseiller Bard, je le porte dans mon cœur ! Du reste, je suis son principal témoin. »

Voici ce que j'ai à dire à ce sujet :

Atteint d'influenza depuis quelques temps déjà, j'étais un soir dans le cabinet de l'attente, très fatigué et très enroué à la suite d'une longue déposition. Je crois bien, sans pouvoir l'affirmer absolument, que c'était le jour où, par suite de mon état de fatigue et d'enrouement, il avait été question d'interrompre la séance et de remettre la suite de mon déposition.

Tout en me faisant un grog avec de l'eau chaude déposée devant la cheminée, je dis au capitaine Herqué une phrase à peu près dans ce sens : « Le garçon a bien fait ; il a droit à tous mes remerciements. » Le capitaine répondit que ce n'était pas le garçon que j'avais à remercier, mais bien M. Bard. Sur quoi j'ajoutai que, dans ce cas, mes remerciements allaient à M. Bard.

Je ne puis, et cela est naturel en présence de la futilité de l'incident, me souvenir des termes mêmes que j'ai employés. Mais il me paraît impossible que j'aie dit que je portais dans mon cœur un magistrat que je n'avais jamais vu avant ma déposition devant la Cour, et qui ne m'a jamais adressé la parole, le 24 novembre, pour me dire, en présence de mes gardiens, de rentrer au Cherche-Midi.

De plus, je nie de la façon la plus formelle avoir jamais dit, pas plus à ce moment-là qu'à un autre, que j'étais le principal témoin de M. Bard. Le capitaine Herqué m'a souvent entretenu sur mes déclarations ; il s'en est plaint. J'ai pu certainement lui dire que j'étais le principal témoin ou l'un des principaux témoins dans l'affaire. Mais jamais je ne lui ai dit que j'étais le principal témoin de M. Bard, ce qui eût été d'ailleurs absurde et vide de sens. Ce que je trouve d'étonnant et digne d'être consigné dans l'attitude que le capitaine Herqué a prise, c'est qu'il a osé dire, à mon égard, cet officier ne m'a jamais traité comme un prisonnier, mais bien comme un officier d'un grade supérieur qu'il eût accompagné librement. C'est au point que je lui en ai exprimé un jour ma surprise. Le capitaine Herqué m'a répondu qu'il n'y avait pas de raison pour qu'il en fût autrement. Il m'a dit, le jour même, et cela me paraît exagéré, qu'il ne m'accompagnait pas pour me garder, mais seulement pour me garantir des indiscretions et des fâcheux. — Il m'a appris aussi que le prix de la voiture qui me transporterait n'était pas à ma charge. Je ne vois pas que l'on ait eu l'idée de critiquer un tel langage, et que le capitaine Herqué ait été gracieusement du Gouvernement militaire de Paris, comme on a voulu en créer au sujet des rafraîchissements que j'ai pris à la Cour de cassation.

Je serais bien loin de me plaindre de cette attitude du capitaine Herqué, si ce n'est que j'estime depuis longtemps que le capitaine Herqué croit que c'est à lui qu'il faut enlever la parole, et qu'il se mettra en confiance et de m'empêcher d'exprimer avec abandon.

Pourquoi le capitaine Herqué, que je ne connaissais nullement, dit-il qu'il ignorait même le nom, s'est-il laissé aller avec « un officier mis en réforme et sous le coup d'un conseil de guerre » (c'est dans ces termes qu'il se défend de dans son rapport), jusqu'à lui raconter les détails de son existence militaire, ses campagnes du Sud-Ouest et de Madagascar, ses espérances et ses déboires d'avancement, la protection qu'il attend du général Molan? Pourquoi m'aurait-il parlé de ses opinions intimes, de sa famille en partie lorraine, de ses séjours en territoire annexé? Pourquoi aurait-il pris si vivement parti pour moi lors d'une algarade grossière que me fit le greffier Ménard lors de mon arrivée?

Pourquoi aurait-il poussé l'attention jusqu'à faire demander à M. Quénay de Beaurepaire, dans ce que je tenais pour un conseil d'attente, l'autorisation pour moi de fumer dans le cabinet de ce magistrat, autorisation qui fut immédiatement et très gracieusement accordée? Pourquoi m'aurait-il offert, un jour, de me procurer un journal pour être plus vite au courant de ce que je sais quel nouveau?

Pourquoi m'aurait-il dit, pendant que le général de Galliffet déposait, pendant que nous attendions et à-t-il porté la conversation sur ce sujet?

Je m'abstiens de commenter ces faits et plusieurs autres du même genre, me bornant à les livrer à votre haute appréciation.

Je ne puis seulement penser que, par exemple, je m'aurais laissé aller à émettre une hypothèse quelconque sur la déposition du général de Galliffet, ou si j'avais rencontré cet officier général, nous aurions à compter avec d'autres incidents encore que ceux qui se sont produits.

G. PIGUANT.

Échos

La Température

Les basses pressions persistent au large de l'Europe, avec fort vent d'entre Sud-Ouest et Sud sur nos côtes de la Manche et de l'Océan où la mer est houleuse. La température est en hausse, et le temps doux avec pluie probable en France.

Hier, à Paris, assez belle journée. Dès le matin, le thermomètre indiquait 9° 1/2 au-dessus ; il s'élevait dans l'après-midi à 13°. Le baromètre, à 755mm le matin, tombait dans la soirée à 752mm.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 10° ; à midi, 15°. Beau temps.

Les Courses

Courses à Pau. — Gagnants de Robert Millon :

3° Prix de la Société des Steeple-Chases de France : Ganet.

Prix du Kiosque : Flirt.

Prix des Drags : Manola.

Grande Course de haies : Rameur.

L'Enquête

On vient de lire la volumineuse enquête qui doit servir de préface à la discussion du projet de loi de circonstance proposé par le gouvernement. Cette enquête a été transmise au garde des sceaux par une lettre de M. le premier président Mazeau que nous avons pu-

blée dès hier et qui contient une théorie absolument nouvelle dans le monde judiciaire.

M. Mazeau craint que l'arrêt rendu par la Chambre criminelle ne satisfasse point l'opinion publique. C'est la première fois de ma vie que j'entends un juriste soutenir qu'un arrêt de justice a pour but de satisfaire l'opinion publique. Je croyais jusqu'ici que les juges se préoccupaient peu de l'opinion publique et que leurs arrêts avaient précisément pour but de la fixer, et non de lui obéir.

S'il en était autrement, si le juge devait consulter l'opinion publique, on ne voit pas pourquoi il y aurait des tribunaux, et pourquoi le peuple ne rendrait pas directement la justice, puisqu'il imposerait ses volontés à ses magistrats. Je crois que cette lettre restera historique, et que tant qu'on enseignera le droit en France, elle sera présentée aux apprentis juristes comme un modèle à ne pas imiter.

L'enquête avec ses dépositions, certaines de ces récriminations qu'il effronte n'est guère dépassée que par la naïveté des plaignants, ne paraît certainement pas aux lecteurs impartiaux, les seuls dont l'opinion compte et nous préoccupe, un motif suffisant pour bouleverser les règles ordinaires de la compétence et les formes traditionnelles de la justice.

Tous ces lecteurs, si le juge par moi-même, seront partagés entre un sentiment d'admiration et une impression de poignante tristesse.

Ils admireront sincèrement ces magistrats qui sont restés immobiles, silencieux et dédaigneux sous les outrages et les calomnies. Mais aussi ils se sentiront attristés et humiliés en voyant à quel point on a ravalé la Cour suprême et par quelles étroites et basses portes on les force de passer pour se justifier.

Ah ! les gens qui ont monté cette machination coupable contre la Justice française, et ceux qui, pouvant les empêcher, les ont laissés aller, ont fait bien du mal à leur pays !

Ils ne s'en doutent peut-être pas, et c'est leur seule excuse. Mais l'avenir leur prouvera la monstruosité de leur faute.

J. CORNÉLY.

A Travers Paris

L'article que notre collaborateur M. Gustave Larroumet consacrait hier à la Société de secours aux militaires coloniaux, dirigée à Sévres par notre confrère M. René de Guers, n'a pas été long à porter ses fruits.

Dans la journée, un certain nombre de souscriptions, dont quelques-unes assez importantes, nous sont parvenues pour cette œuvre si patriotique et déjà si féconde en heureux résultats. Un pareil élan permet d'augurer que les appuis ne manqueront pas à la Société de secours aux militaires coloniaux.

La place nous faisant défaut, nous publierons demain seulement la liste des sommes qui nous sont déjà parvenues, ou qui nous parviendront aujourd'hui.

Le gouvernement vient d'être informé que la mission Marchand, remontant le Sobat, a atteint Itiop à la date du 14 janvier, et qu'elle y a laissé sa flottille, se dirigeant par voie de terre vers Addis-Abeba. Le commandant Marchand et ses compagnons sont en bonne santé. Actuellement, la mission doit avoir été rejointe par M. Faivre, envoyé à sa rencontre par notre représentant en Éthiopie, pour lui porter des vivres et des vêtements.

Un journal militaire annonçait hier que, par mesure d'économie, les manœuvres d'armée qui doivent avoir lieu en automne, entre les 5° et 9° corps, seraient décommandées.

Au ministère de la guerre, on nous a déclaré que cette nouvelle est inexacte. Rien n'a été changé au programme des grandes manœuvres.

Ajoutons que l'économie serait désastreuse. Ces opérations sont le seul moyen de fournir aux généraux d'armée le commandement effectif des troupes qu'ils devraient mener à l'ennemi.

C'est devant une très nombreuse et très brillante assistance que M. Denayrou a présenté hier, dans le hall du Figaro, sa récente découverte sur la production de la lumière, revivifiée et considérablement amplifiée par l'emploi de l'alcool.

Une véritable ovation a été faite à l'inventeur lorsqu'il a opposé à la lumière du gaz, et à la lumière cependant éblouissante de l'électricité, la lumière éblouissante de ses lampes.

Nous avons voulu enregistrer purement et simplement aujourd'hui les gros succès faits à la découverte de M. Denayrou ; nous donnerons demain le compte rendu de la conférence faite par l'éminent ingénieur.

Une grande fête de charité donnée au profit de la basilique de Domremy et des prières pour l'Armée demandées par Jeanne d'Arc aura lieu demain, après-demain et lundi prochain, de deux heures à six heures, dans les salons de l'hôtel de Luynes, 201, boulevard Saint-Germain.

D'intéressantes projections lumineuses sur la vie de Jeanne d'Arc seront faites chaque jour.

Hors Paris

De Cherbourg : « Le port de Cherbourg est officiellement avisé que la reine d'Angleterre arrivera à Cherbourg le mardi 7 mars au soir, et qu'aucune modification ne sera apportée dans l'itinéraire suivi depuis de longues années déjà par la reine Victoria pour se rendre sur le littoral méditerranéen. »

De Rome : « Comme les saisons précédentes, c'est au Grand-Hôtel que se trouve, avec l'aristocratie italienne, toute la haute société cosmopolite que la Ville Éternelle attire. »

« Au Restaurant, célèbre par l'excellence de la table :

« Prince et princesse de la Moskova, comte et comtesse de Forceville, marquis de Nédouche, comte Raoul de Gontaut-Biron, comte Economos, Mr et Mrs Potier-Palmer, S. Exc. le général Porter, ambassadeur des États-Unis à Paris ; général Winslow, lieutenant-colonel Bates, lady Evan Smith, comte d'Orante, comte Levenhaupt, prince Strozzi, etc., etc. »

De Lisbonne :

« On ne parle en ce moment, dans toute la presse, que de l'immense succès obtenu par le bal que la haute aristocratie portugaise vient de donner à l'Avenida-Palace. »

« Le souper, servi après le cotillon, par petites tables, a été d'une rare gaieté. »

« Le monde diplomatique a, par sa présence, apporté un éclat tout particulier à cette jolte fête qui, de l'aveu de tous, est la plus réussie que l'on ait vue à Lisbonne depuis trente ans. »

Nouvelles à la Main

Mme X... était citée dernièrement comme témoin dans un affaire.

Avant de se rendre au Palais, elle dit à une amie de quatre ou cinq ans plus jeune qu'elle :

— Le président va me demander mon âge, c'est ennuyeux... Vous seriez bien gentille de lui prêter le vôtre !

Cabistrol est un fleffé blagueur aimant à s'attribuer une foule d'aventures qui ne sont même pas de son invention.

Pourant, l'autre jour, il s'est trahi en commençant un récit en ces termes : — Il faut que je vous raconte une histoire extraordinaire qui vient de m'arriver à l'instant... Si vous la connaissez, vous m'arrêterez...

Le Masque de Fer.

Le Monde et la Ville

Nous sommes forcés de remettre à demain les comptes rendus de nos mandantés.

DEUIL

— Nous apprenons la mort : — De M. Eugène Marin, ingénieur, directeur de l'usine des fers de Montluçon, décédé à l'âge de 52 ans. — De M. J. L. Marin, directeur de la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, le défunt avait épousé Mlle Rouart, dont il laisse trois enfants : — De M. Xavier-Victor Olli, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, décédé à l'âge de 62 ans. — De M. Georges Faustin, ancien président du Tribunal de commerce de la Rochelle, décédé en cette ville à l'âge de 55 ans. — Du peintre autrichien Jules Kossak, décédé à Cracovie, à l'âge de 75 ans. Il fut un des meilleurs élèves d'Horace Vernet ; — De M. William Laird, le grand constructeur naval de Birkenhead ; — De la baronne Léopold de Testa, femme de notre confrère, décédé à Paris ; — De M. Ségis, décédé à Evreux, à l'âge de 102 ans. Elle était la grand-mère de M. Ségis, médecin en chef de Bicêtre ; — De M. Durand-Tabier, secrétaire général de la Société nationale des beaux-arts, décédé chez les Frères de Saint-Jean-de-Dieu, à l'âge de 35 ans ; — De Mlle Catherine Segré, femme de notre confrère, décédée à l'âge de 63 ans ; — De M. Jules Diric, entrepreneur de travaux publics, décédé à l'âge de 63 ans ; — Du comte Pagès de Noyez, publiciste et auteur dramatique, décédé à Nice.

Ferrari.

AVIS DIVERS

LA DELVOLINE LOTION

arrête et prévient la chute des Cheveux.

LA DELVOLINE est à la Chevelure ce que l'eau dentifrice est à la Bouche.

Phie DELVALLÉE, 53, rue de Prony. Le flacon Pharmacie NORMALE, 49, r. Drouot. 5 fr.

INGELURES, GERÇURES PRÉVENUES ou DÉTRUITES par la Pâte des Prélats. Parfumerie Ecologie, 30, rue du 4-Septembre. Éviter contrefaçons.

PETIT PAIN RICHELIEU 92. — Tél. 139520.

LES TABLETTES CHOCOLATÉES DE TANNATE D'ORÉLINE sont souveraines pour stimuler les fonctions de l'estomac, vaincre la dyspepsie et réveiller les appétits les plus récalcitrants. Pharmacie Normale, rue Drouot.

SI VOUS VOULEZ BIEN VOUS PORTER, lisez le Journal de la Santé, hebdomadaire. Abonnement 6 fr. par an, 15 fr. Bonne-Nouvelle, Paris.

CRÈME VELOUTINE. Ch. Fay, 9, r. de la Paix, Paris.

L'INFLUENZA n'estraie plus comme jadis, grâce au Sirop phéniqué de Vial ; en effet, cet antiseptique par excellence détruit rapidement les microbes de l'influenza et guérit, en peu de jours, grippe, rhumes et bronchite.

CHEVEUX ABONDANTS et sains, en détruisant les pellicules par la LOTION VERTE de LENTHERIC, 245, rue Saint-Honoré, Paris. 5 francs. — Franco 5 francs 85.

UN PEU de Duvel de Ninon, suave poudre de la Parf. Ninon, 31, rue du 4-Septembre, sur vos traits fatigués, bistrés, les fait resplendir aussitôt de fraîcheur et de jeunesse.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu pour les infirmités recommandées par le Figaro :

Anonyme, 5 fr. ; — S. B., à Monte-Carlo, 50 francs.

LES AFFAIRES D'ESPIONNAGE

Marie Baradel est arrivée à Paris hier par le premier train du matin. Les inspecteurs de la Sûreté, qui l'attendaient, l'ont conduite au cabinet de M. Boucard, qui lui a fait subir un interrogatoire de forme.

Elle a protesté de son innocence, affirmant qu'elle n'était nullement au courant des agissements de Boisson. A trois heures, elle a été écrouée à Saint-Lazare.

Boisson n'a pas été amené au Palais hier. M. Boucard attend qu'il ait un défenseur. Jusqu'alors on se bornera à compiler les pièces saisies.

M. Flory, juge d'instruction, chargé de l'affaire Decrion, a fait venir hier le brigadier d'artillerie Groult. Ce dernier affirme n'avoir rien à se reprocher.

Decrion, toujours malade, n'a pas été interrogé.

A l'occasion des fêtes du mardi gras, exposition de mobiliers complets, par milliers, toujours prêts à être livrés ; attractions diverses : les rayons X et le cinématographe lumineux, dans les Grands Magasins Dufayel. Seule maison expédiant franco d'emballage dans toute la France, quels que soient le poids ou le volume des articles achetés.

La clinique des rayons X est ouverte au public tous les jours, de neuf heures à midi, le mercredi, gratuitement.

UNE JOLIE FAMILLE

Elle est composée de cinq personnes : du père, Emile D..., âgé de cinquante ans ; de la mère, Valérie, quarante-six ans ; du fils aîné, Victor, vingt-huit ans, et de deux filles, Marie et Jeanne, âgées la première de vingt-trois ans, la seconde de quatorze ans.

Ces gens n'avaient pour seuls et uniques

moyens d'existence que le vol et le cambriolage. Pendant que les femmes volaient à l'étagère, les hommes pratiquaient le cambriolage.

Cette jolie famille a été arrêtée, hier matin, par des agents de la Sûreté, et écrouée au Dépôt, à la disposition du Parquet.

LES CAFÉS CARVALHO

Le succès considérable de cette marque de café, totalement faite naitre la contrefaçon : certains marchands, heureusement fort rares, n'hésitent pas, lorsqu'on leur demande des Cafés Carvalho, à donner un café quelconque. Les Cafés Carvalho se trouvent en boîtes cachetées dans toutes les bonnes épiceries et aux dépôts : 85, rue Turbigo ; 47, rue de Lyon, etc. Exiger le nom et la signature sur chaque boîte.

Jean de Paris.

Mémoire. — Le feu a éclaté, hier matin, chez MM. Delain frères, imprimeurs, rue Séguier. Rien après une heure de travail. Pertes assez importantes.

J. de P.

Figaro à la Bourse

Mardi 8 février.

La cote est d'alléger, d'alléger en douceur ; et c'est ce qu'on a fait avec un certain ensemble. Quelques emballés ont manifesté des velléités de résistance ; mais ils sont revenus plus tard à des sentiments plus calmes ; et ce sont les gens à sens rassis qui, malheureusement, l'ont emporté. Cela nous a valu une séance assez mouvementée pour n'être pas ennuyeuse ; et, tous comptes faits, personne ne déplore les quelques différences en moins, aussi peu importantes que celles d'hier, qui émaillent la cote ; ça rend de l'élasticité aux cours, selon la formule connue. Il n'y a fortes variations que sur le groupe brésilien ; les rentes brésiliennes poussent quelque peu, mais restent faibles ; les valeurs étrangères, sur environ un point sous le poids des réalisations. Par contre, les valeurs provinciales du Brésil gardent leurs cours précédents avec la plus grande fermeté.

Sur les rentes françaises, on reste comme à l'ordinaire, à une différence de 2 centimes près pour le 3 1/2 0/0 à 104 1/2. Au comptant, la position est aussi insignifiante qu'à terme. L'Extérieure perd dix centimes à 53 45, après 53 et 53 50. L'Italien est sans changements appréciable à 94 75 ; les 3 0/0 russes sont calmes à leur niveau précédent, et le 4 1/2 0/0 à 104 1/2. Au comptant, la position est aussi insignifiante qu'à terme. Réaction de 20 centimes sur le Turc C à 23 40, de 5 centimes sur le D à 23 95, et de 6 fr. sur la Banque ottomane à 578.

Les établissements de crédit sont un peu plus lourds qu'hier, mais, en général, de si peu que rien. Le Nord est ferme à 2 437 ; l'Orléans gagne 5 fr. à 1 850. Le Lyon perd 4 fr. à 1 025. Le Crédit lyonnais est à 358, ainsi que le Gaz à 1 335. Hausse de 5 fr. sur la Transatlantique à 335. Recul de 14 fr. sur la Thomson Houston à 1 361. Les Voitures gagnent 9 fr. à 604, les Chargeurs réunis 25 fr. à 1 200, la Bahmanovska 15 fr. à 855. Le Rio à 1 000, la De Beers à 702, la Sosnovica à 1 550. Les valeurs minières sont calmes. Quant aux Mines d'or, elles ont, elles aussi, subi un peu de tassement ; mais ici, non moins qu'ailleurs, les différences sont tout ce qu'il y a de plus médiocre.

La Bourse s'est occupée beaucoup ces temps derniers de l'émission projetée des obligations communales du Crédit foncier. On savait qu'elle était prochaine, mais on ignorait et la date exacte et les conditions précises dans lesquelles elle s'effectuerait. On connaît aujourd'hui l'une et les autres.

Le mardi 21 février, au cours de l'émission ; voilà pour la date. Quant aux conditions générales, elles ne s'éloignent pas beaucoup, en ce qui concerne l'échéance des versements, de la méthode jusqu'ici adoptée par le Crédit foncier, et dont une longue expérience a démontré l'efficacité. Pour ces 500 000 obligations de 500 francs émises à 485 fr. et donnant un revenu de 43 francs par an, on payera 30 francs à la souscription, 30 francs à la délivrance des titres, 50 francs les 10-20 août et 10-20 novembre 1899 ; 50 francs également les 10-20 mai, 10-20 août et 10-20 novembre 1900 ; 50 francs les 10-20 mai 1901 ; par 50 francs les 10-20 août 1901, et par 50 francs les 10-20 novembre 1901. En tout, dix versements répartis sur près de trois années.

Jusqu'ici, on le voit, c'est l'ancien système. Mais l'émission dont il s'agit comporte des innovations d'un très grand intérêt et d'une très grande ingéniosité, et qui plairont sûrement au public. Voici, en effet, ce qui se passe : Le nombre de tirages annuels est identiquement le même depuis le jour de l'émission des titres jusqu'au jour de leur amortissement définitif. Il s'ensuit tout naturellement que les derniers années étaient les plus favorisées, puisqu'un chiffre de plus les appliquait à un nombre de titres devenu de plus en plus restreint par suite des amortissements annuels successifs. Cela n'était pas bien juste, car, de cette façon, les derniers porteurs avaient des avantages supérieurs à ceux des souscripteurs qui, dès la première heure, avaient apporté à l'établissement le concours de leur argent.

On s'est demandé s'il n'y avait pas de modification à apporter à ce système ; et on a trouvé un arrangement qui me semble excellent. En vertu du vieux principe : « Les premiers arrivés seront les mieux servis », il a été décidé que les premiers souscripteurs des obligations nouvelles seraient, comme cela était équitable, non pas les premiers arrivés, mais les derniers porteurs. C'est ainsi que pendant les vingt premières années, il y aura six tirages par an, avec des gros lots qui seront alternativement de 450 000 et de 100 000 francs ; et c'est encore une heureuse innovation que cette rupture d'uniformité dans les gros lots. Pendant les 25 années suivantes, il y aura deux tirages par an, toujours avec des gros lots alternés de 450 000 et de 100 000 francs. Enfin, pendant les trente dernières années, il n'y aura plus que deux tirages par an. Pendant la période n° 4, il sera réparti aux tirages de 1 000 000 francs de lots par an ; pendant la période n° 2, la répartition sera de 700 000 francs ; et elle sera de 550 000 francs durant la troisième et dernière période. Remarque qu'en somme les porteurs des trois périodes sont traités de façon à peu près identique, puisque, si le chiffre de la répartition annuelle se réduit progressivement, cette répartition, en revanche, porte sur un nom-

bre de titres de plus en plus restreint ; et cela fait compensation.

Avec cette combinaison-là, les porteurs de la première heure, tout en mettant de l'argent de côté pour leurs héritiers, ne sont pas moins bien traités que ceux à qui ils léguent les 50 francs de la répartition, à mon sens, n'est plus juste ; et il me semble que ce seul détail suffirait à assurer le succès de l'émission. Mais il y a d'autres éléments de réussite. Je ne parle pas de la sécurité du titre, parce que, lorsqu'il s'agit du Foncier, cela va sans dire. Mais, outre que le revenu est très confortable — il ressort à 2 63 0/0, sans tenir compte ni de la valeur des tirages, ni de la prime de remboursement — les versements, vous l'avez vu plus haut, sont combinés de telle manière, au double point de vue des sommes à payer et des échéances, que les nouveaux titres sont accessibles aux plus modestes bourses. Songez que le souscripteur a trente-quatre mois pour se libérer, ce qui représente une dépense d'à peine 14 fr. par mois, soit moins de dix sous par jour !

Le premier tirage aura lieu le 5 avril, le second le 5 juin, le troisième le 5 août. A cette dernière date, il n'y aura encore que 50 francs versés par titre, en sorte que le souscripteur, avec ces 50 francs seulement, participe à trois tirages comportant 350 000 francs, rien qu'en gros lots !

Le Boursier.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à demain la suite du roman de M. Georges Lecomte : SUZRAINE.

COURRIER DES THÉÂTRES

On vient de mettre en répétition, au théâtre de l'Ambigu, un drame en 5 actes et 11 tableaux, tiré par M. Jules de Marthold d'un roman de M. Coppée, le Coupable.

Matinées annoncées pour les jours gras :

Comédie-Française, dimanche 1 h. : Les Femmes savantes ; lundi, 4 h. 1/2, Catherine ; mardi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; mercredi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; jeudi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; vendredi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; samedi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; dimanche, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; lundi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; mardi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; mercredi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; jeudi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; vendredi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; samedi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; dimanche, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; lundi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; mardi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; mercredi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; jeudi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; vendredi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; samedi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; dimanche, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; lundi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; mardi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; mercredi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; jeudi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; vendredi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; samedi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; dimanche, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; lundi, 1 h. 1/4, l'Acare, M. de Pourcelle ; mardi, 1 h. 1/4, l'Acare, M

